

**COMPTE-RENDU** tenant lieu de **PROCES-VERBAL**  
**du Conseil Municipal**  
**de la commune de Murviel-lès-Montpellier**

Séance du mardi 23 février 2021

**L'an deux mille vingt et un et le vingt-trois février à 19h00, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle LAMOUREUX, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.**

**Nombre des Membres**

En Exercice	19
Présents	15
Qui ont pris part à la délibération	19

**Présents** : Mmes Isabelle TOUZARD, Juliette PAPROCKI-CAMARD, Séverine SEGISMONT, Corine DURAND, Mélanie ARNAL, Claudine MOYA-ANNE, Yolande THEROND.

MM. Dominique BARIL, Gilles CHICAUD, Gilles CUSIN, Guilhem GARCIN, Laurent MAYOUX, Patrick ORTIGOSA, Laurent PRAT, Bernard SENAULT.

**Pouvoirs** : Mme Hélène BONNECUELLE avait donné pouvoir à Mme Juliette PAPROCKI-CAMARD, M. Jean-Claude MOURET avait donné pouvoir à M. Bernard SENAULT, Mme Véronique POMAREDE avait donné pouvoir à Mme Corine DURAND, Mme Laurence ROUSSEAU avait donné pouvoir à Mme Claudine MOYA-ANNE.

### **DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE**

Mme Claudine MOYA-ANNE est élue secrétaire de séance.

### **APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité des présents.

### **APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 28 janvier 2021**

Le compte rendu tenant lieu de procès-verbal est approuvé à l'unanimité

### **N°10/2021 - OUVERTURE DE CREDITS AVANT LE VOTE DU BP 2021**

Madame SEGISMONT, Adjointe aux finances expose,

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des crédits ouverts au titre de l'exercice 2020, il est proposé d'autoriser Madame la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement selon la répartition présentée ci-dessous.

#### **Budget principal :**

CHAPITRE	TOTAL 2020	25%
20	40 956 €	10 239 €
21	255 155 €	63 788 €
<b>TOTAL</b>	<b>296 111 €</b>	<b>74 027 €</b>

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point ne suscite aucun débat.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

- **AUTORISE** l'engagement de dépenses d'investissements avant le vote du BP 2021 sur la base des enveloppes financières présentées.

**N°11/2021 - DEMANDE DE SUBVENTION – ASSAINISSEMENT AUTONOME – DOMAINE DES 4 PILAS**

M. CHICAUD, adjoint aux Travaux rappelle que la Commune a fait l'acquisition d'un bâtiment à usage agricole sur le site des 4 Pilas.

Le bâtiment est en partie occupé par une entreprise agricole dont l'activité principale est la production de miel et par un logement de fonction lié à cette activité agricole.

Ce bâtiment est situé sur un secteur non desservi par le réseau d'assainissement public. Le locataire actuel a mis en place un système d'assainissement autonome, une micro-station hors sol.

Monsieur CHICAUD, indique cependant qu'il est nécessaire et obligatoire pour le propriétaire du bâtiment d'équiper celui-ci par un assainissement conforme.

Notamment car la commune souhaite y installer d'autres activités agricoles.

Le montant de ces travaux s'élèverait à 5 870 € et à 25 000 € H.T pour les travaux, soit **30 870 € H.T**

M. Gilles CHICAUD propose au Conseil Municipal de solliciter une aide la plus élevée que possible auprès de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, pour accompagner financièrement la réalisation de ces travaux.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

M. CHICAUD rappelle qu'une miellerie est installée au site des quatre Pilas.

Dans le cadre de l'installation de nouvelles activités, il est nécessaire de mettre aux normes l'assainissement.

Une étude sera ainsi réalisée ainsi que des travaux.

Mme TOUZARD précise que les Quatre Pilas ont été identifiées par la Métropole comme ferme ressource agroécologique.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

- **APPROUVE** les explications de M. CHICAUD, adjoint aux Travaux,
- **SOLLICITE** une subvention la plus élevée que possible auprès de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour réaliser les travaux.
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous les documents y afférents.

**N°12/2021 - DEMANDE DE SUBVENTION – JARDINS PARTAGES**

M. BARIL, Conseiller Municipal présente au Conseil Municipal le projet des Jardins Partagés sur Murviel les Montpellier.

Il indique que la Commune a mis en place un bail emphytéotique avec l'association Les Jardins de Murviel, pour occuper un terrain non bâti en bord de ruisseau.

La Commune en ayant la pleine responsabilité, elle doit sécuriser le site et proposer un volume d'eau conséquent aux futurs utilisateurs en réalisant les travaux suivants :

• Création d'une protection sur le puits (clôture) :	500 € H.T.
• Clôture :	4 000 € HT
• Défrichage :	2 700 € H.T.
• Devis géomètre :	1 600 € H. T
• Achat de petit matériel :	1 000 € H.T.
• Adduction d'eau Potable :	2 700 € H.T.

Le montant global de ces travaux s'élèverait à **12 500 € H.T.**

M. BARIL propose au Conseil de solliciter une aide la plus élevée possible auprès du Conseil Départemental 34 et de la Préfecture de l'Hérault, pour accompagner financièrement la réalisation de ces travaux.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

M. BARIL rappelle les éléments du projet de création de jardins partagés.

Mme TOUZARD indique que l'association « Les jardins de Murviel » a été créée.

M. ORTIGOSA demande pourquoi le projet prévoit l'achat de petit matériel. Selon lui c'est à l'association des les acheter pour les mettre à disposition des personnes qui entretiendront les jardins.

Mme TOUZARD indique que c'est un premier achat pour lancer l'équipement et amorcer un peu. Ces achats n'ont pas vocation à perdurer.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

- **APPROUVE** les explications de M. BARIL, Conseiller Municipal,
- **SOLLICITE** une subvention la plus élevée possible auprès du Département et de la Préfecture de l'Hérault, pour réaliser les travaux.
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous les documents y afférents.

### **N°13/2021 - ADHESION DE LA COMMUNE DE MURVIEL LES MONTPELLIER A LA REGIE DES EAUX**

M. CUSIN, adjoint délégué à l'Urbanisme, expose,

La commune de Murviel les Montpellier est historiquement liée avec le SBL pour la distribution de son réseau d'eau potable. Elle en est membre de fait et participe depuis son adhésion au choix du syndicat. Celui-ci a donné une délégation de service publique à la SDEI devenu SUEZ depuis.

Le renouvellement du contrat entre la commune et le SBL arrive à échéance le 31 décembre 2021.

Il nous est apparu important de réfléchir avant de reconduire ou non le contrat à notre choix pour les années futures.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80% des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est simplement substituée à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc qui conduit l'exercice de la compétence à travers un contrat de délégation de service public confié à la société Suez.

Ce retour à une gestion publique pour une partie du territoire de la Métropole était fondé sur un principe fort, celui que l'eau en tant que bien commun doit relever d'une gestion écologique, démocratique, économe, solidaire et transparente que seul un organisme public peut réaliser durablement sans avoir à assurer une logique de résultats à court terme.

Ainsi, pour garantir une plus grande implication des usagers dans les processus de décision qui les concernent, le Conseil d'Administration de la Régie permet aux représentants d'associations de consommateurs et de défense des usagers de l'eau de siéger avec voix délibérative.

De plus, la tarification est établie au juste coût sans rémunération d'actionnaires, dans l'intérêt des usagers avec un forfait d'abonnement limité (ex le tarif de l'abonnement annuel est de 18,99 Euros TTC pour la Régie contre 82,68 Euros TTC pour le SBL) tout en permettant d'investir massivement dans des installations performantes et sécurisées et dans le maintien d'un patrimoine optimal. La qualité du réseau qui sera légué en bon état aux générations futures concourt également par la limitation des fuites, à la préservation des ressources, autre boussole de l'action de la Régie dans ce contexte de changement climatique (notre commune a un rendement de réseaux des plus bas avec seulement 55% contre plus de 75% dans la majorité des communes de la Régie).

Pour toutes ces raisons et dans l'intérêt des usagers de la commune, il nous semble bénéfique et pertinent que notre commune rejoigne la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, comme il a déjà été mentionné plus haut, l'arrivée à échéance en fin de cette année du contrat de délégation de service public constitue une réelle opportunité de sortie sans menace pour les équilibres contractuels et financiers des parties prenantes.

Aussi, il est proposé de solliciter de l'autorité organisatrice de la compétence eau potable, Montpellier Méditerranée Métropole, la mise à l'étude de la possibilité pour notre commune d'intégrer la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Aussi, il est proposé aux membres du conseil de,**

- **SOLLICITER** de l'autorité organisatrice de la compétence eau potable, Montpellier Méditerranée Métropole, la mise à l'étude de la possibilité pour notre commune d'intégrer la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.
- **D'ADHERER** à la Régie des eaux si l'étude en indiquait l'opportunité
- **D'AUTORISER** Mme la mairie à signer tout document y afférent ;

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

M. CUSIN précise que cette adhésion sera effective en janvier 2022. Il indique également que les Murviellois n'auront pas de démarche particulière à faire.

Mme TOUZARD ajoute que les frais de branchements seront aussi moins élevés que pour le SBL.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

- **SOLLICITE** de l'autorité organisatrice de la compétence eau potable, Montpellier Méditerranée Métropole, la mise à l'étude de la possibilité pour notre commune d'intégrer la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.
- **ADHERE** à la Régie des eaux si l'étude en indiquait l'opportunité,
- **AUTORISE** Mme la mairie à signer tout document y afférent ;

**N°14/2021 - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'APPROVISIONNEMENT DES RESTAURANTS SCOLAIRES ET DES CENTRES DE LOISIRS ENTRE LA COMMUNE DE PIGNAN ET LES COMMUNES DE LAVÉRUNE, MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER, SAUSSAN, COURNONSEC**

Les communes de PIGNAN, LAVÉRUNE, MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER, SAUSSAN et COURNONSEC ont constitué un groupement de commande, ayant pour objet la fourniture de repas en liaison froide pour les restaurants scolaires et les centres de loisirs en 2018, afin de bénéficier de tarifs préférentiels et d'inscrire la démarche dans une logique de simplification administrative et d'optimisation financière.

Cette démarche de mutualisation ayant donné satisfaction pour l'ensemble des communes bénéficiaires, il convient, au regard de la date d'expiration du marché intervenant au 31 août 2021 de poursuivre la démarche de mutualisation en procédant à une nouvelle consultation publique.

Ainsi, les communes de PIGNAN, LAVÉRUNE, MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER, SAUSSAN, COURNONSEC, se sont réunies pour envisager les conditions d'un nouveau groupement de commandes à en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique et se sont proposées d'adhérer au groupement pour la fourniture de repas en liaison froide pour les restaurants scolaires et les centres de loisirs.

En vertu de l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, la commune de PIGNAN, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc.) et passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de

présentation.) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature des marchés, de leur notification et de leur reconduction expresse pour le compte de l'ensemble des membres du groupement (après consultation des différents membres du groupement concernant leur souhait, en ce qui les concerne, de reconduire ou non le marché). Mais aussi du bon suivi de ce marché.

Considérant l'intérêt que revêt cette démarche, il est proposé d'établir une convention constitutive du groupement de commandes.

**Il est proposé au Conseil de :**

- **DÉCIDER** d'adhérer au groupement de commandes pour le marché d'approvisionnement des restaurants scolaires et des centres de loisirs ;
- **APPROUVER** la convention constitutive du groupement de commandes, définissant les conditions de fonctionnement de ce groupement de commandes et
- **AUTORISER** Mme la Maire à la signer ;
- **RECONNAÎTRE** comme compétente la Commission d'Appel d'Offres de PIGNAN pour procéder à la désignation des titulaires du marché ;
- **AUTORISER** le lancement de la consultation par la commune de PIGNAN, coordonnateur du groupement de commandes, pour l'ensemble des marchés des communes adhérentes, conformément aux dispositions du code des marchés publics ;
- **S'ENGAGER** à inscrire les crédits nécessaires à la mise en œuvre et au fonctionnement du groupement au budget de la commune ;
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Mme TOUZARD présente la démarche. Elle précise que PIGNAN porte le marché d'un point de vue administratif.

Mme TOUZARD rappelle que dans le cadre du marché actuel, nous sommes à 50 % de bio et à 50% de local.

L'objectif de ce nouveau marché est de progresser en sortant certains produits du marché pour s'approvisionner directement chez des producteurs. Notamment pour le fromage

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

- **DÉCIDE** d'adhérer au groupement de commandes pour le marché d'approvisionnement des restaurants scolaires et des centres de loisirs ;
- **APPROUVE** la convention constitutive du groupement de commandes, définissant les conditions de fonctionnement de ce groupement de commandes et

- **AUTORISE** Mme la Maire à la signer ;
- **RECONNAÎT** comme compétente la Commission d'Appel d'Offre de PIGNAN pour procéder à la désignation des titulaires du marché.
- **AUTORISE** le lancement de la consultation par la commune de PIGNAN, coordonnateur du groupement de commandes, pour l'ensemble des marchés des communes adhérentes, conformément aux dispositions du code des marchés publics ;
- **S'ENGAGE** à inscrire les crédits nécessaires à la mise en œuvre et au fonctionnement du groupement au budget de la commune ;
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

#### **N°15/2021 - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020, dressé par Madame le Receveur**

##### **Le Conseil Municipal,**

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion ainsi que l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020, y-compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point n'appelle aucune observation.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents ;**

**DECLARE**, que le Compte de Gestion dressé, pour l'exercice 2020 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.



## **N°16/2021 - APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d'un président autre que le maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

Considérant que M. Bernard SENAULT, conseiller municipal a été désigné pour présider la séance lors de l'adoption du compte administratif,

***Considérant que Mme Isabelle TOUZARD, Maire, s'est retirée et a quitté la salle pour laisser la présidence à M. SENAULT pour le vote du compte administratif.***

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif qui peut se résumer ainsi :

### **FONCTIONNEMENT :**

Dépenses :	1 564 465,59 €
Recettes :	1 680 805,10 €
<b>RESULTAT d'exercice :</b>	<b>+ 116 339,51 €</b>

<b>Excédent 2019 reporté :</b>	<b>+ 235 065,39 €</b>
<b>Soit un résultat de clôture de :</b>	<b>+ 351 404,90 €</b>

### **INVESTISSEMENT :**

Dépenses :	508 757,20 €
Recettes :	253 577,41 €
<b>RESULTAT d'exercice :</b>	<b>-255 179,79 €</b>

<b>Excédent 2019 reporté :</b>	<b>150 405,55 €</b>
<b>Soit un résultat de clôture de :</b>	<b>-104 774,24 €</b>

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**  
Ce point n'appelle aucune observation.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

- **APPROUVE** le Compte Administratif du budget communal 2020.

**La séance est levée à 20h45.**